

« J'espère fédérer l'opposition autour de ma candidature »

RDC La campagne pour la présidentielle 2018 commence avec le retour de Bemba

► Battu par Kabila en 2006, le président du Mouvement de libération du Congo va tout faire pour remporter l'élection présidentielle au Congo.

► Il y rentre mercredi pour lancer sa campagne après dix années passées dans la prison de la Cour pénale internationale.

Sil y a bien un candidat en mesure de remporter l'élection présidentielle congolaise cette année, c'est Jean-Pierre Bemba. *Le Soir* l'a rencontré juste avant son départ pour le Congo. Il prend l'avion mercredi à l'aube avec une dizaine de proches dont le conseiller diplomatique de son parti, Jean-Jacques Mbungani. Depuis l'ouverture du dépôt des candidatures à la présidentielle 2018, un seul candidat s'est déclaré. Le président sortant a annoncé lundi chercher son dauphin et Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga, a demandé à pouvoir revenir au Congo vendredi.

Vous rentrez à Kinshasa mercredi. Comment se prépare votre retour ?

Je compte arriver à l'aéroport international de Kinshasa entre 9 et 10 h du matin. Je me rendrai ensuite dans ma maison familiale et j'espère que tout va bien se passer... Jeudi, je déposerai ma candidature à la Ceni avec tous les documents afférents. Je partirai ensuite à Gemena samedi pour me recueillir sur la tombe de mon père.

Les autorités sont au courant de votre venue. Vous arrivez un jour férié, la fête des familles. Des dispositions spéciales ont été prises ?

Non, j'espère juste qu'il n'y aura pas de débordements et que tout se passera le mieux possible. J'espère qu'il n'y aura pas de provocations non plus.

Votre parti, le Mouvement de libération du Congo (MLC), a organisé quelque chose ?

Il va m'accueillir à l'aéroport, c'est tout ce que je sais...

Vous avez dit la semaine dernière que l'opposition avait intérêt à se regrouper derrière une candidature unique. Comment comptez-vous vous y prendre ?

Il est bon que tous ceux qui le veulent déposent leur candidature. Après, il serait

bon d'avoir une grande discussion avec l'ensemble des candidats. A partir de jeudi, je compte aussi rencontrer les principaux responsables de l'opposition pour discuter d'abord des principes. Celui de l'alternance, par exemple. Avec un scrutin à un seul tour, on n'a pas le choix : il faut désigner un candidat de l'opposition accepté par tout le monde. Et celui qui aura le plus de chance de remporter l'élection.

Plus il y aura de candidats, plus ce sera compliqué...

Plus la discussion et le consensus seront compliqués... C'est ce qui donnera une certaine richesse à l'opposition. On va voir ce que ça va donner.

Quels seront vos principaux challenges ?

Je ne les vois pas comme des challenges... Je souhaite surtout que l'opposition puisse présenter un candidat qui va gagner et qui va permettre que ce pays change de gestion et de gouvernance. Dans l'immédiat, c'est ce qu'il y a de plus important.

Vous espérez fédérer cette opposition autour de votre personne...

Bien sûr, c'est pour cela que je vais voir les uns et les autres. Ce sera ma deuxième campagne. J'ai déjà de l'expérience... On commencera à discuter une fois que toutes les candidatures auront été déposées.

Le processus électoral, avec cette machine à voter et beaucoup d'incertitude sur l'organisation : problèmes en vue ?

C'est ma grande préoccupation, parce qu'aller aux élections maintenant avec ce type de machine qui n'a jamais été testé nulle part, dans un pays où la moitié de la population est analphabète, c'est inquiétant. Nous avons fait des tests et sommes arrivés à la conclusion que chaque opération prendra minimum

entre trois et quatre minutes. Il y a trois scrutins le même jour : provinciales, législatives et présidentielle. Cela fait quinze à vingt électeurs par heure, si tout fonctionne normalement. Les bureaux de vote seront ouverts de 8 à 18 h. On est donc à 200 par jour. Dans chaque bureau de vote, il y a minimum 1.000 électeurs inscrits. Il en restera 800 à l'extérieur. Et il n'y a aucune fiabilité sur ces machines et leur contrôle. Tout cela va causer de sérieux problèmes.

La Ceni pourrait prolonger ?

De trois à quatre jours pour que tout le monde puisse voter d'après mes calculs. Autre problème, il y a dix millions d'électeurs sans empreintes digitales sur

leur carte d'électeur. Sur un total de 40 millions, c'est énorme. Ce lot peut faire gagner directement un candidat à 25 pour cent.

Les conditions ne sont pas réunies pour des élections crédibles ? Au niveau de la liberté de la presse et de l'accès à l'information non plus ?

Non et la libre circulation des personnes sur tout le territoire non plus. Qui va contrôler les résultats ? Qui va transporter les urnes ? Les Nations unies ont proposé leurs services, mais on leur demande de ne plus s'en occuper. Qui va

fournir des hélicoptères, des avions et des 4x4 ? La SADC (Communauté de développement d'Afrique australe, NDLR) ? Je trouve ça très préoccupant. Je vous le dis et je vais le répéter sur place.

Cet argument pourrait être utilisé pour reporter les élections ?

J'espère que non, on a déjà assez trainé.

Et il est encore temps de commander des bulletins de vote. Mais peut-être que tout ça est fait exprès pour qu'on reporte...

Un responsable de la majorité présidentielle a déclaré ce week-end que vous étiez inéligible...

Complètement farfelu. Je pense que toute personne un peu sensée lisant le code pénal congolais sait ce qu'il en est. Plusieurs juristes éminents et professeurs de droit constitutionnel ont déclaré qu'ils ne voyaient pas où était le problème.

Avez-vous eu des contacts avec le président sortant ?

Non.

Avez-vous suivi son discours à la nation ?

Je n'ai pas regardé...

La semaine dernière, on a vu Joseph Kabila en tenue de combat. Un signe ?

Je ne sais pas, je n'ai pas vu ces photos.

Le découpage en 26 provinces au lieu des 11 précédemment, est-ce une bonne chose ?

C'est une bonne chose dans le cadre de la décentralisation. Mais s'il n'y a pas de suivi ni d'accompagnement et si on ne les soutient pas dans les programmes de développement, ça ne changera rien. Ces provinces existaient déjà sous la forme de districts. Je ne crois pas que le contenu ait changé, c'est ça le problème.

Votre programme, en résumé, il consiste en quoi ?

Globalement, je veux renverser cette

équation d'un pays très riche en matières premières et d'une population très pauvre. Mon objectif, c'est de transformer les richesses de ce pays pour assurer une meilleure redistribution au niveau de la population. Comment ? En canalisant beaucoup mieux les ressources, les taxes, les impôts et les droits de douane au niveau d'un compte général du Trésor. De permettre, de ce fait, d'avoir des ressources beaucoup plus importantes qui permettraient par la suite de pouvoir construire des infrastructures : écoles, universités, hôpitaux, etc. Tous les enfants devraient pouvoir aller à l'école gratuitement. Et relancer par là tout un vaste programme dans le secteur agricole.

On a tout ce qu'il faut : de l'eau partout et des habitants. La population doit se

remettre à l'agriculture en attendant qu'on améliore le climat des affaires en luttant contre la corruption. Il faut également réduire les tracasseries administratives à tous les niveaux et réformer l'administration. Tout cela permettra d'attirer davantage d'opérateurs économiques étrangers et nationaux pour investir également dans l'industrie et les services. Il faut aussi rétablir la sécurité sur tout le territoire et neutraliser les groupes armés. C'est comme ça que l'espoir va revenir. J'ai réfléchi à tout ça pendant dix ans.

Quel est le message principal que vous voulez faire passer auprès des électeurs congolais ?

Surtout qu'ils doivent garder espoir. Et continuer à être vigilants, parce qu'il y a

des manœuvres qui tendent à exclure des candidats. C'est de l'avenir de la population qu'il s'agit. Ce n'est pas absolument Bemba qui doit être président. Le pouvoir est un moyen de pouvoir, en étant à la direction d'un pays, de changer les conditions de vie d'une population. J'entends la misère du peuple et je sais que j'ai la capacité de pouvoir changer ça. C'est ça qui me motive. Sinon, je pourrais très bien rester dans ma villa à Bruxelles ou dans le sud du Portugal. Ma détermination est intacte. Pour ça, il faut passer par les élections et par le soutien du peuple. J'ai un slogan, je le dévoilerai plus tard. Mon parti est prêt et c'est celui qui a déposé le plus grand nombre de candidats pour les législatives et les provinciales. ■

**Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK**

Jean-Pierre Bemba

Fondateur du MLC, Jean-Pierre Bemba (55 ans) est licencié en sciences commerciales de l'Ichec. Proche de Mobutu, il s'exile en 1997 lors de la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila et mène l'opposition armée depuis l'Equateur. Après l'accord de Sun City, il devient un des quatre vice-présidents durant la transition (2003-2006). Pour l'élection de 2006, il est battu au deuxième tour par Joseph Kabila. Son refus de fonder sa garde au sein de l'armée, lui vaut d'être accusé de haute trahison. Il quitte le pays. Arrêté à Bruxelles en mai 2008 suite à un mandat d'arrêt établi par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par ses troupes en République centrafricaine, il est condamné et passe dix ans en prison à La Haye. Il est blanchi et libéré début juin. (Ph. Db.)